



ENERGIZING FINANCE
RESEARCH SERIES



 south pole



DYNAMISER LE FINANCEMENT
DE L'ACCÈS À L'ÉNERGIE :

**À CÔTÉ DE
L'OBJECTIF**

20
20

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Garantir l'accès à une énergie abordable, fiable, propre, sûre et durable pour améliorer les conditions de vie des populations du monde entier est essentiel. Selon les estimations, à ce jour, 789 millions de personnes n'ont toujours pas accès à des sources d'électricité abordables et fiables, et 2 milliards 800 millions de personnes¹ ne disposent pas de modes de cuissons propres², affectant considérablement leur qualité de vie. **La conjoncture internationale et le financement du développement peuvent contribuer à réduire les déficits en matière de financement de l'énergie, tant pour l'électricité que pour les modes de cuissons propres, mais que faire si les fonds sont promis mais jamais déboursés ?**

Ce rapport répertorie les écarts entre les engagements et les décaissements en matière de financement du développement dans le domaine de l'énergie³, tels qu'ils sont suivis dans la base de données du Système de notification des pays créanciers (Creditor Reporting System, CRS) de l'OCDE. Cette base de données regroupe les financements publics et privés du développement provenant de la philanthropie. Il évalue l'efficacité des décaissements, que ce soit en termes de pourcentage des engagements financiers qui font l'objet d'un décaissement tardif ou de nombre de projets dont la mise en œuvre est retardée. Le rapport analyse aussi, dans une perspective qualitative, les raisons qui expliquent les retards de décaissement des financements du développement.

Le suivi des retards de décaissement est important, car si les engagements traduisent une certaine volonté, seuls les décaissements ont un impact réel sur le terrain. L'Objectif de développement durable 7 (ODD7) étant étroitement lié au financement et plus particulièrement au décaissement des fonds, il est primordial d'examiner l'efficacité avec laquelle les fonds sont effectivement décaissés afin d'atteindre les objectifs en matière d'énergie.

Ce rapport intitulé *Dynamiser le financement de l'accès à l'énergie : Un tour d'horizon 2020* est une nouvelle édition du rapport *Dynamiser le financement de l'accès à l'énergie : À côté de l'objectif 2017* consacré à 20 pays d'Afrique et d'Asie considérés comme des pays à fort impact⁴ (High-Impact Countries HICs) par Sustainable Energy for All (SEforALL). Les pays HIC sont ceux qui présentent les plus grands déficits en matière d'accès à l'électricité et aux modes de cuissons propres et qui, par conséquent, ont besoin d'une aide internationale et nationale significative. *Dynamiser le financement de l'accès à l'énergie : À côté de l'objectif 2020* ne sont pas directement comparables aux conclusions du rapport *Dynamiser le financement de l'accès à l'énergie : Un tour d'horizon 2020* qui recense les engagements financiers en faveur de l'énergie sur la base d'un groupe plus large de sources de données, dont les investissements privés.⁵

¹ Le rapport de l'ESMAP intitulé *State of Access to Modern Energy Cooking Services 2020*, publié en septembre 2020, révèle que quatre milliards de personnes dans le monde n'ont toujours pas accès à une énergie de modes de cuissons propres, efficaces, pratiques, sûres, fiables et abordables, tandis que 1 milliard 250 millions de personnes sont considérées comme étant en transition et que les 2.75 autres se heurtent à des obstacles nettement plus importants.

² « Accès à une énergie abordable, fiable, durable et moderne pour tous — Accès à une solution de cuisson propre », ODD7 — Données et projections, Agence internationale de l'énergie (AIE), 18 mai 2020, <https://www.iea.org/reports/sdg7-data-and-projections/access-to-clean-cooking>

³ Il n'a pas été possible d'établir une distinction claire et précise entre les données sur l'électricité et les modes de cuissons propres étant donné les contraintes de classification des données du CRS. Ainsi, le rapport fait référence à l'énergie plutôt qu'à l'électricité uniquement.

⁴ En ce qui concerne l'électricité, les pays concernés sont : L'Angola, le Bangladesh, le Burkina Faso, le Tchad, la République démocratique du Congo (RDC), l'Éthiopie, l'Inde, le Kenya, la République de Corée, Madagascar, le Malawi, le Mozambique, le Myanmar, le Niger, le Nigeria, le Pakistan, le Soudan, la Tanzanie, l'Ouganda et le Yémen. Les pays concernés par les modes de cuissons propres sont : L'Afghanistan, le Bangladesh, la Chine, la République démocratique du Congo, l'Éthiopie, le Ghana, l'Inde, l'Indonésie, le Kenya, la République de Corée, Madagascar, le Mozambique, le Myanmar, le Nigeria, le Pakistan, les Philippines, le Soudan, la Tanzanie, l'Ouganda et le Vietnam.

⁵ Le rapport *Dynamiser le financement de l'accès à l'énergie : À côté de l'objectif 2020* ne présente que les données de l'OCDE tirées du CRS, car il présente des chiffres sur les décaissements, que seule la base de données du CRS fournit. Par conséquent, les données statistiques relatives aux engagements dans le secteur de l'énergie issues des deux rapports ne sont pas directement comparables.

PRINCIPALE CONSTATION 1

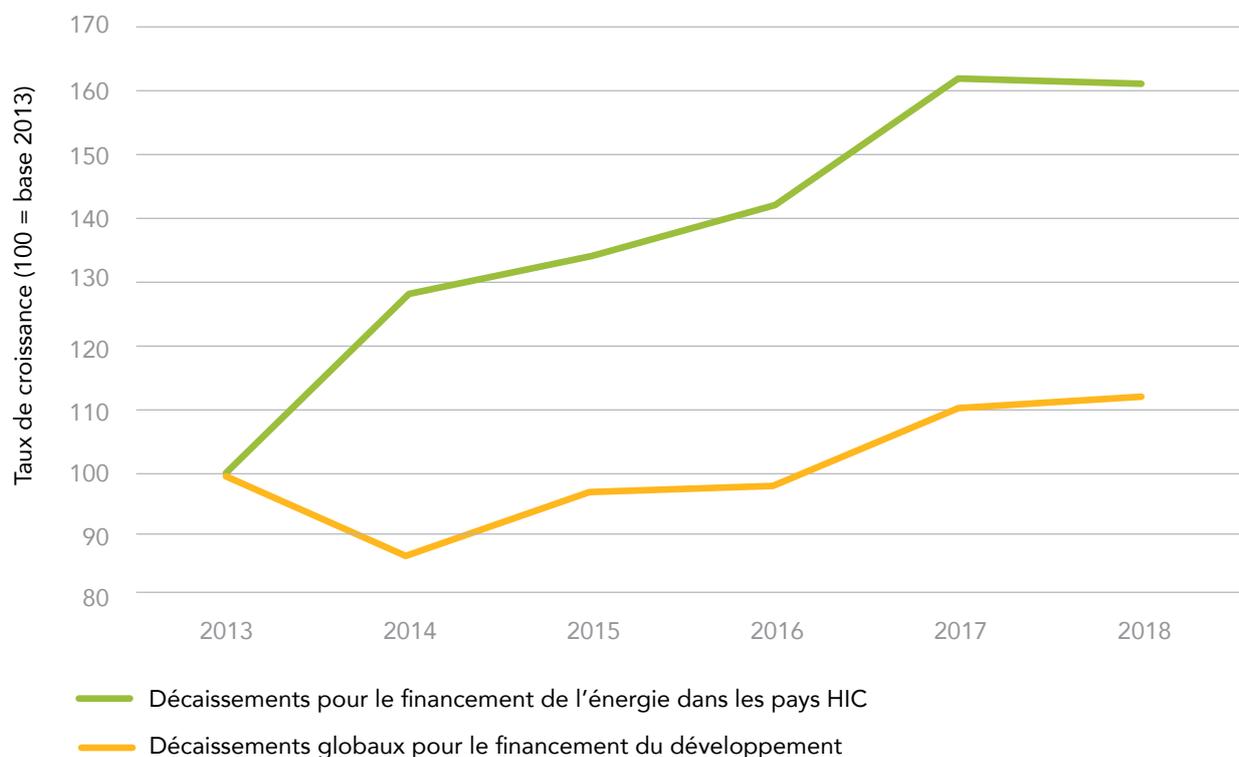


Les décaissements en faveur de l'énergie dans les pays HIC se sont accrus beaucoup plus rapidement que les décaissements globaux destinés au financement du développement.

Les décaissements en faveur des projets dans le domaine de l'énergie dans les pays HIC **ont augmenté de plus de 61 % entre 2013 et 2018**. Cette progression est bien plus rapide que celle des décaissements globaux pour le financement du développement au cours de la même période dans les mêmes pays, qui était d'environ 12 % (voir graphique 1).

GRAPHIQUE 1

Évolution des décaissements pour le financement de l'énergie dans les pays HIC en comparaison avec les décaissements globaux pour le financement du développement entre 2013 et 2018



Source: South Pole 2020, d'après les données de l'OCDE issues du CRS.

PRINCIPALE CONSTATION 2

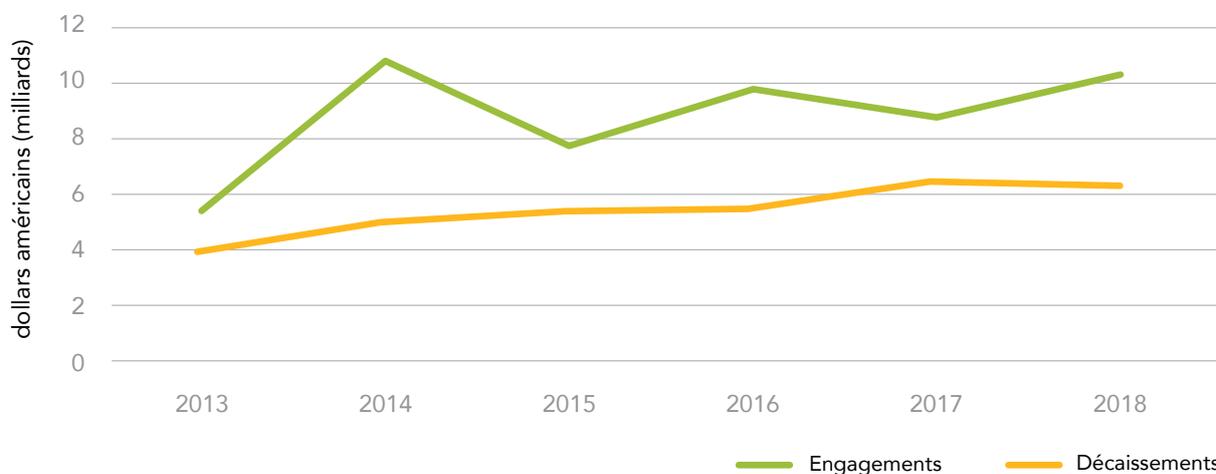


Les décaissements pour le financement de l'énergie connaissent toujours un retard important par rapport aux engagements.

Bien que les décaissements pour le financement de l'énergie montrent une tendance à la hausse, les décaissements (32 milliards de dollars américains) accusent toujours un retard important par rapport aux engagements (52 milliards de dollars américains) pour la période 2013-2018 (voir graphique 2). Au vu des faibles engagements en matière de financement de l'énergie, le retard des décaissements ne fait que creuser le déficit de financement du secteur, laissant de nombreux pays HIC à la traîne. Le constat est clair : il est urgent d'augmenter considérablement les décaissements, à hauteur d'environ 45 milliards de dollars américains par an⁶ entre 2020 et 2030, pour atteindre les objectifs d'accès à l'énergie de l'ODD7. Les décaissements globaux entre 2013 et 2018 (32 milliards de dollars américains) n'ont pas suffi à couvrir ne serait-ce que pour une année les 45 milliards de dollars américains d'investissements annuels nécessaires.

GRAPHIQUE 2

Engagements et décaissements en matière de financement de l'énergie destinés aux pays HIC entre 2013 et 2018



Source: South Pole 2020, d'après les données de l'OCDE issues du CRS.

⁶ AIE, Agence internationale pour les énergies renouvelables, Division des statistiques des Nations Unies, Banque mondiale, OMS (2020). Suivi de l'ODD 7 : The Energy Progress Report. Banque mondiale, Washington DC.

PRINCIPALE CONSTATION 3

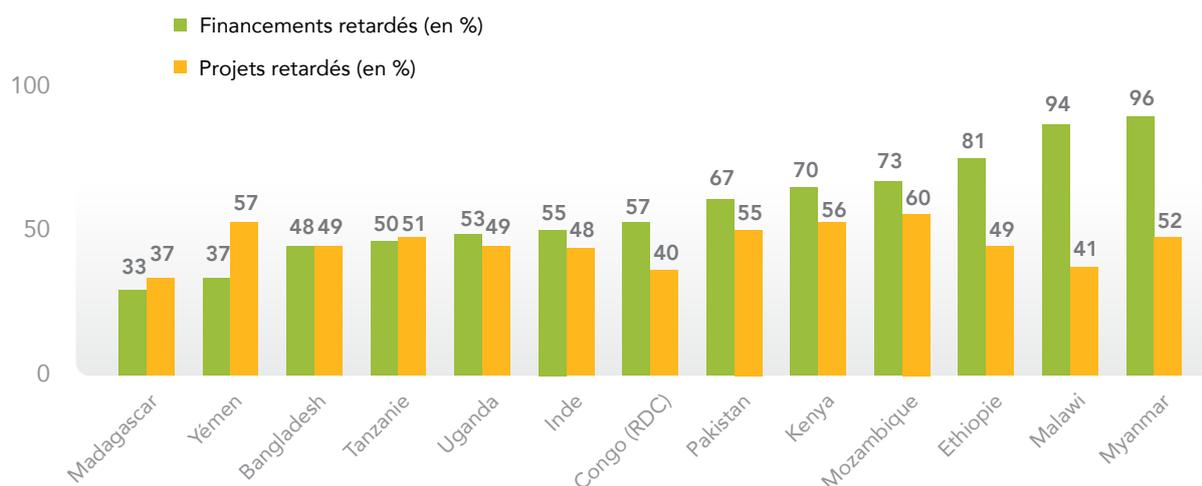


En moyenne, on constate une diminution des délais de décaissement depuis 2002.

On considère qu'il y a souvent un lien entre les retards dans les projets et les retards dans les décaissements. **Malgré la légère diminution des retards de décaissement, ceux-ci demeurent importants, car ils représentent 58 % des décaissements prévus pour le secteur de l'énergie et 49 % des projets dans les pays HIC entre 2002 et 2018.** Cela représente une légère amélioration par rapport aux constatations faites dans le rapport *Dynamiser le financement de l'accès à l'énergie: À côté de l'objectif 2017*, qui indiquait que 69 % des décaissements prévus étaient retardés et que 52 % des projets étaient affectés par des retards de décaissement.

GRAPHIQUE 3

Projets du secteur de l'énergie retardés et financements retardés par pays bénéficiaire entre 2002 et 2018



Source : South Pole 2020, d'après les données de l'OCDE issues du CRS.

Remarque : Parmi les 20 pays HIC, six ne sont pas pris en compte ici, car les données sur les engagements sont incomplètes et représentent plus de 50 % du total des engagements.

Ces retards sont inquiétants, car ils ne sont pas liés à quelques grands projets : près de la moitié des projets du secteur de l'énergie (49 %) dans les pays HIC ont accusé du retard depuis 2002. Parmi les 13 pays présentant des données complètes, le Myanmar a enregistré le retard moyen le plus long et Madagascar le plus court (voir graphique 3).

PRINCIPALE CONSTATION 4



Certains facteurs propres au projet, tels que la conception du projet, y compris la prise en compte des contraintes liées aux services financiers locaux et la bonne coordination entre les principaux acteurs, sont essentiels pour assurer l'efficacité des décaissements.

Dans le but de mieux comprendre les retards dans les décaissements, la présente étude a analysé des rapports d'évaluation et les bases de données, et a conduit des entretiens et des enquêtes en immersion dans cinq pays (Inde, Madagascar, Myanmar, Nigeria et Rwanda). Ces pays ont été choisis en raison de leur diversité géographique, de leurs différents stades de développement et de leurs différents statuts en termes de revenus et d'accès à l'énergie.

Les répondants à l'enquête ont indiqué que les facteurs liés aux projets jouent un rôle important dans les faibles décaissements, notamment :

- **La lourdeur administrative et les lacunes en termes de capacités des bailleurs de fonds et des entités chargées de la mise en œuvre.** À titre d'exemple, un projet du Fonds pour l'environnement mondial (FEM)-PNUD dont l'objectif est de réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) dans les États indiens du Jharkhand et du Manipur n'a pas connu le succès escompté en raison de retards importants imputables aux procédures administratives (retard d'autorisation) au niveau fédéral, notamment de la part des services des affaires économiques.
- **Les défauts de conception qui entravent l'exécution des projets.** À titre d'exemple, le programme de promotion des énergies renouvelables (Promoting Renewable Energy Programme, PREP) au Rwanda, et en particulier son sous-projet sur les biodigesteurs, a connu des retards de décaissement en raison du fait que la conception initiale du projet ne tenait pas compte des capacités et des habitudes de consommation des utilisateurs finaux locaux. Le fait de ne pas tenir compte des limites potentielles en matière d'accès aux services financiers et bancaires au niveau local lors de la conception du projet peut également constituer un frein au décaissement et à la mise en œuvre.

En résumé, le faible niveau des engagements d'investissement, associé aux retards dans les décaissements et aux lacunes inhérentes au projet, compromettent la réalisation de l'ODD7 et la fourniture d'énergie aux personnes les plus vulnérables de la société. Il y a non seulement un besoin urgent d'augmenter de manière significative les engagements financiers dans le secteur de l'énergie, comme l'indique le rapport de SEforALL intitulé *Dynamiser le financement de l'accès à l'énergie : Un tour d'horizon 2020*, **mais il est aussi impératif d'accélérer encore les décaissements des financements destinés à l'énergie. Il est important de rappeler que seuls les fonds décaissés peuvent avoir un impact sur le terrain.**

RECOMMANDATIONS EN TERMES DE POLITIQUES

Les recommandations de ce rapport sont adressées aux décideurs politiques nationaux, aux organismes de développement bilatéraux et multilatéraux et aux institutions financières dans le but d'accélérer le décaissement des fonds destinés aux projets dans le domaine de l'énergie :

- **Il est indispensable que les dirigeants politiques nationaux améliorent les facteurs nationaux pouvant permettre d'accélérer les décaissements pour les projets énergétiques**, y compris les politiques et les programmes visant à améliorer l'accès au financement local.
- Les bailleurs de fonds et institutions de financement du développement (IFD) doivent **combinaison des programmes d'investissement avec l'assistance technique et le renforcement des capacités** des pays et institutions bénéficiaires pour accroître l'efficacité des décaissements au niveau national.
- **Les bailleurs de fonds et leurs organismes, ainsi que les IFD et les pays bénéficiaires, devraient davantage investir dans l'évaluation de la faisabilité et la conception de projets fiables, et simplifier les processus administratifs pour les rendre plus efficaces.**
- **L'OCDE et ses membres, en l'occurrence les banques internationales de développement, devraient mettre en place des indicateurs de suivi plus précis et plus standardisés pour les décaissements de financement de l'accès à l'énergie** afin de mieux évaluer les avancées. Cela permettrait à la communauté internationale de mieux cerner les raisons sous-jacentes de l'inefficacité des décaissements et de prendre des mesures correctives en connaissance de cause.



DROITS D'AUTEUR ET RESPONSABILITÉ LÉGALE

© 2021 SUSTAINABLE ENERGY FOR ALL

Vienna (siège social)

Tour Andromède, 15e étage
6 rue Donau City
1220 Vienne, Autriche
Téléphone : +43 676 846 727 200

Washington, DC

1750 Pennsylvania Ave. NW
Washington, DC 20006
États-Unis
Téléphone : +1 202 390 0078

New York

420 5e Ave
New York, NY 10018
États-Unis

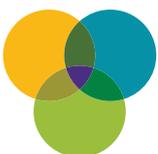
Site internet : www.SeforALL.org

DROITS ET AUTORISATIONS

Le contenu de ce document est soumis à des droits d'auteur. Étant donné que SEforALL encourage la diffusion de ses connaissances, ce document peut être reproduit, en tout ou en partie, à des fins non commerciales, à condition que SEforALL soit dûment cité. SEforALL ne garantit pas l'exactitude des informations contenues dans ce rapport.

DYNAMISER LE FINANCEMENT
DE L'ACCÈS À L'ÉNERGIE :

À CÔTÉ DE L'OBJECTIF 2020



ENERGIZING FINANCE
RESEARCH SERIES



 **south pole**